



Organisation
internationale
du Travail

Séminaire de partage d'expériences sur les processus de modélisation en équilibre Général Calculable intégrant la dimension de l'emploi en Afrique Centrale

[Projet South-south and Triangular Cooperation-23/09/2020](#)

Aperçu des liens entre les politiques macroéconomiques et sectorielles et les politiques de l'emploi

Ali MADAÏ BOUKAR

Spécialiste Sous Régional Emploi et développement productif

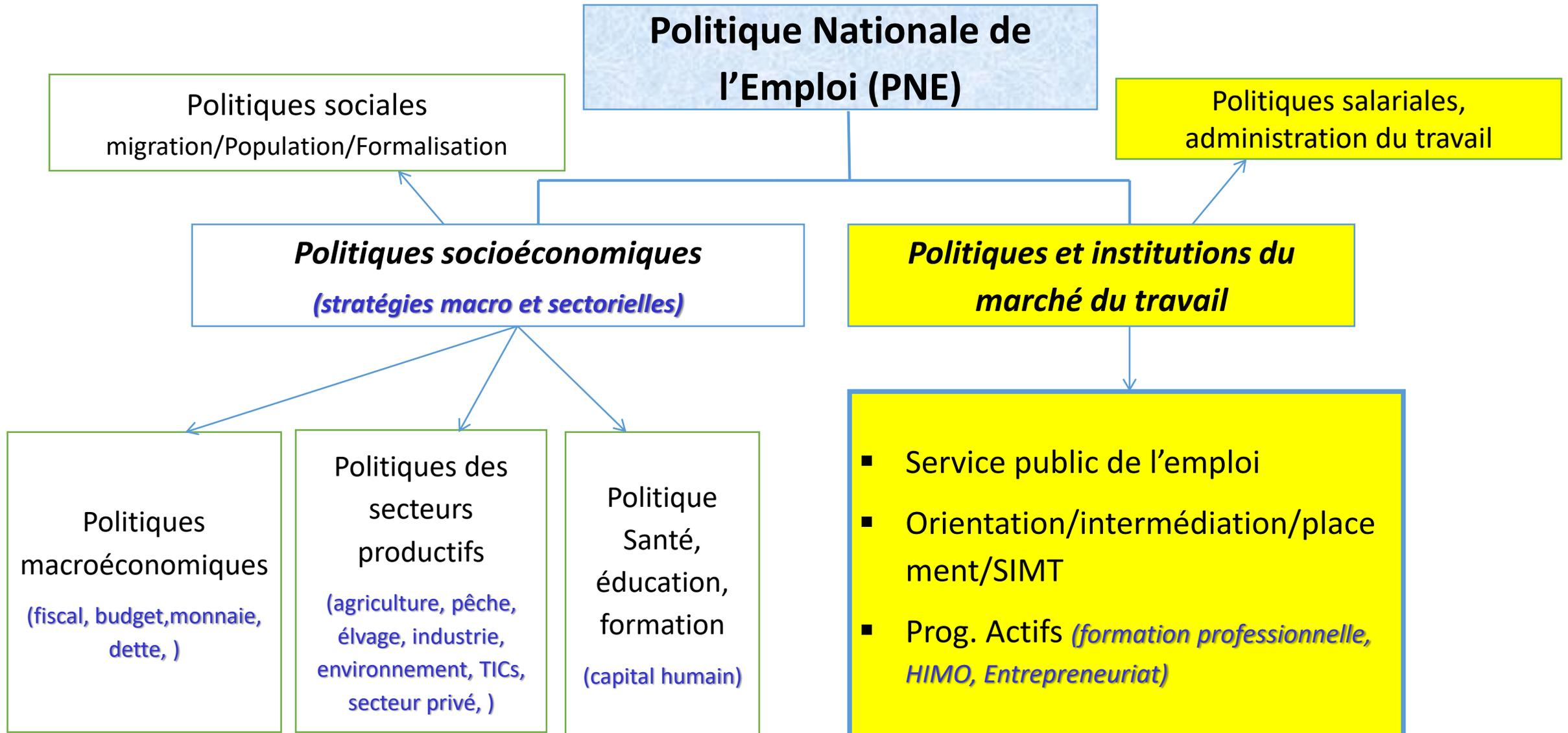
OIT-Afrique Centrale

1. Qu'est ce qu'une politique de l'emploi?

- Un ensemble d'interventions publiques sur le marché du travail pour en corriger les déséquilibres et effets néfastes (sens strict).
- Un ensemble d'interventions multidimensionnelles en vue d'atteindre des objectifs quantitatifs et qualitatifs spécifiques en matière d'emploi dans un pays donné. (marché du travail, marché des Biens et Services et marché des capitaux) (sens général).
- Une vision fondée sur le moyen et long terme basée sur une analyse exhaustive de la situation nationale en matière d'emploi et les opportunités de création d'emplois décents pour toutes et tous.



Politique de l'emploi efficiente : *un cadre intégré de politiques socioéconomiques et du marché du travail*



2. La politique de l'emploi, pour quels objectifs?

- ▶ *Stimuler la croissance et le développement économique ($Y=f(K,L)$), PIB/T, PIB/travailleur) (Mieux produire/rentabiliser le capital humain/rémunérer le travail)*
- ▶ *Répondre aux besoins de la main-d'oeuvre (adéquation O et D de travail, réduire la sous utilisation de la main-d'oeuvre), (Augmenter le volume et la qualité du travail)*
- ▶ *Promouvoir le plein-emploi, productif et librement choisi (combattre le chômage)*
- ▶ *Élever les niveaux de vie (combattre la pauvreté humaine),*

3. Contenu des politiques de l'emploi

Les politiques de l'emploi comprennent:

- Réglementation du marché du travail (*salaire minimum, règles de licenciement, Durée légale du travail*)
- Incitation à l'activité (*mesures fiscales, légales pro emploi*)
- Dépenses fiscales/impôt négatif (*exonérations pour embauche*)
- Indemnisation du chômage (*traitement social*)
- Incitation à l'inactivité (*préretraite/Retraite anticipée*)

3. Contenu des politiques de l'emploi: 2 grandes mesures contre le chômage

- **Mesures générales** (*bénéficient à l'ensemble des travailleurs: ex.décision de l'Etat de recruter tous les jeunes diplômés d'une année*)
- **Mesures spécifiques ciblées** (*bénéficient à des catégories particulières comme les jeunes, chômeurs longue durée, seniors, handicapés, femmes vulnérables*)



Politiques/mesures actives du marché du travail



Services publics de l'emploi

Intermédiation

Placement

orientation

entreprenuriat/autoemploi

Programme actifs de l'emploi

Programme insertion jeunes urbain

Programme insertion des femmes vulnérables

Programmes chômeurs longue durée

Programme emploi-diplômés

4. Politique de relance keynésienne: La théorie

- La production régule l'emploi,
- Le marché des Biens et services est la source du chômage
- *Intervention de l'Etat, PIP, grands travaux, hausse revenus des plus pauvres, baisse fiscalité sur le revenu ou sur la consommation, défiscaliser ou subventionner les investissements privés/Baisse du taux de crédit/*



4. Politique de relance keynésienne: les Limites

- **1. La contrainte extérieure (déficit de compétitivité nationale):** prix non compétitifs augmentent les importations et le chômage, des Politiques déflationnistes avec baisse du coût salarial, et hausse des licenciements
- **2. La hausse de la croissance n'induit pas toujours une hausse des emplois** (choix des entreprises d'augmenter la productivité du capital sans embaucher). A LT, la croissance de l'emploi inférieure à la croissance économique
- **3. La création d'emplois ne diminue pas nécessairement le chômage** (1. forte croissance de la main-d'œuvre entrante, 2. absorption des inactifs, 3. inadéquation emplois créés et compétences disponibles (effet structurel))

Les plans de relance peuvent combattre le chômage conjoncturel mais pas le chômage structurel lié à l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail

- **Nécessité d'une politique nationale de l'emploi, comme réponse au *chômage structurel* (FPT, SPE, SIMT)**

5. Réduction du coût du travail: La théorie

- La Baisse du coût du travail devrait entrainer les entrepreneurs à embaucher davantage (un SMIC plus attractif pour les employeurs, baisse des cotisations sociales avec contrepartie d'embauche de jeunes, etc.)
- la Baisse du coût salarial devrait entrainer plus de compétitivité et de profit pour l'entreprise (en principe)
- La baisse du coût peut se faire via les **contrats aidés** (emplois à CT subventionnés par l'Etat pour aider le chômeur à acquérir une expérience professionnelle et trouver un «vrai» emploi)/**indexation à la performance**/réduction des coûts d'embauche et de licenciements

5. Réduction du coût du travail: Les limites

- Contrats aidés pas toujours un tremplin pour un emploi stable (problème de stabilité des emplois)
- Pas de corrélation entre la faiblesse des coûts salariaux et le taux de chômage (dans un scénario de hausse des investissements en capital)
- Ralentissement possible du pouvoir d'achat du travailleur avec impact négatif sur l'emploi
- Tendance à la hausse des emplois peu qualifiés dans les services (effet qualité des emplois)
- Coût élevé pour le budget de l'Etat (allocation budgétaire pour la promotion de l'emploi)

6. Amélioration du fonctionnement du marché du travail

Flexibiliser le travail: ajuster la quantité du travail ou les salaires à des cycles conjoncturels (flexibilité du travail)

- 1. Faire varier les effectifs en fonction de la demande (*travail temporaire, à temps partiel, CDD, contrats apprentissage, stages rémunérés*)
- 2. Externaliser (reporter sur une autre entreprise, le lien contractuel avec le travailleur) (*Flexibilité externe*)
- 3. Faire varier au sein de l'entreprise, le temps de travail/ou les salaires et les postes de travail des salariés en fonction de la demande ou des résultats (*Flexibilité interne*)

6.a.Limites de la flexibilisation du marché du travail

- N'a pas empêché une forte augmentation du chômage pendant la crise (2009)
- La flexibilité interne a présenté de bien meilleurs résultats (Allemagne, Belgique)
- Les pays ayant appliqué la flexibilité externe ont connu une hausse importante du chômage depuis 2008 (Danemark, USA, Royaume uni, *via la fragilité des contrats externalisés*)

7. Activation des dépenses pour l'emploi

- Assurer aux chômeurs un revenu de substitution et favoriser leur réinsertion sur le marché du travail *(via la hausse de l'allocation budgétaire pour la promotion de l'emploi/soutien à l'emploi des vulnérables/protection sociale)*
- Augmenter **les dépenses passives** (indemnisation du chômage) et les dépenses actives (**programmes SPE, programmes formation professionnelle, incitations à l'emploi, création directe d'emplois, contrats aidés, aides à la création d'entreprises,)**

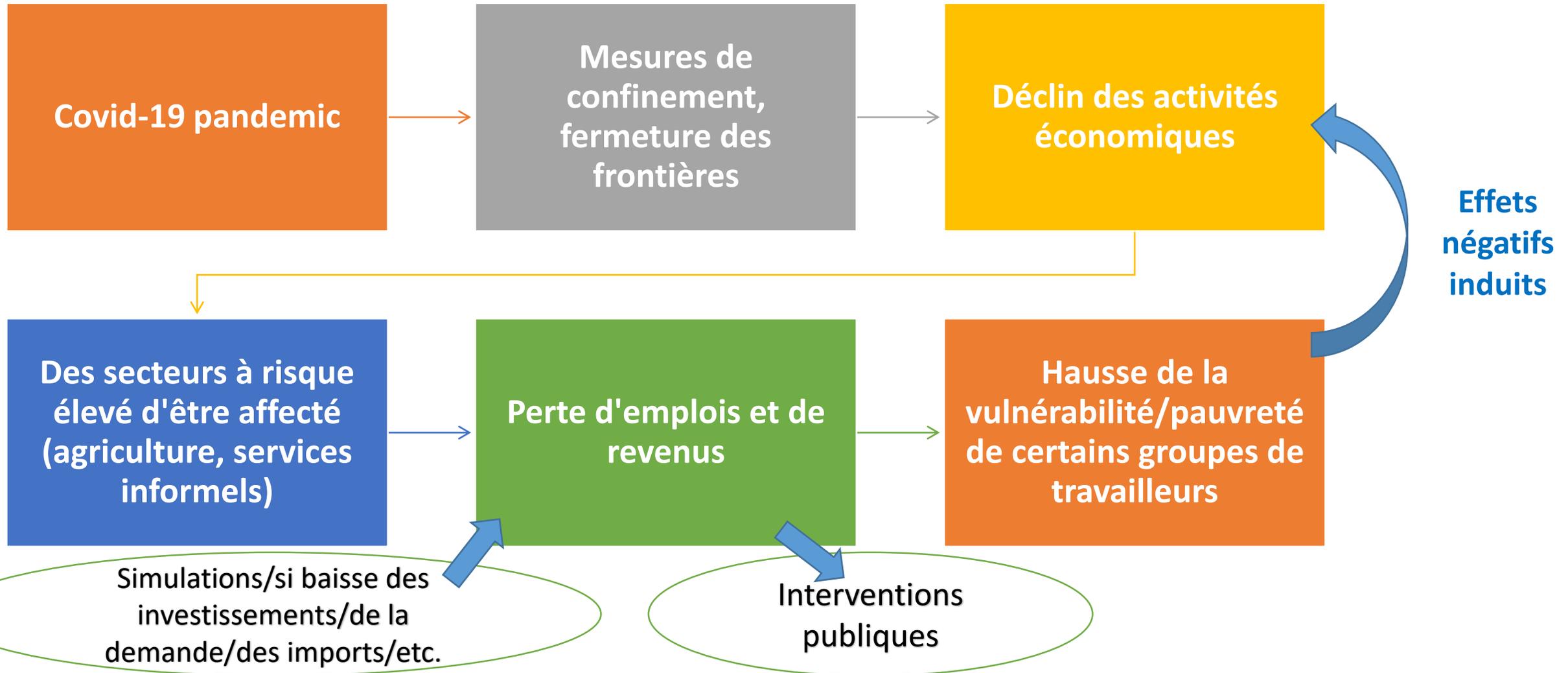
7. Activation des dépenses pour l'emploi: Les limites

- Les minimas sociaux pourraient encourager la dépendance des personnes aidées (trappe à l'inactivité, trappe à chômage, trappe à pauvreté)
- **La corrélation n'est pas directe entre les dépenses d'indemnisation du chômage et le taux de chômage**(part du budget pour les SPE, pour les PAMT, pour les PPMT, S/E et reddition des comptes)
- Un autre risque est le **halo du chômage** (transition entre emploi court, chômage et inactivité)

8. Recommandations

- Nécessité de mixer les politiques (macroéconomie, sociale) et tenir compte des contextes variables pour les orientations à suivre, dans le court, moyen et long terme (urgence et emploi rapide/développement/emploi durable)
- Bâtir des politiques économiques et sociales favorables à la création d'emplois nombreux et en qualité (entrepreneuriat, autoemploi, formation certifiée pour l'emploi),
- Identifier les outil/méthode/approche appropriés pour améliorer la prévisibilité et la prise en compte de la dimension emploi dans les politiques macro et sectorielles (ex-ante)?
- Il est Important d'analyser les impacts des réformes/crises, sur le marché du travail en termes de:
 - *Variation du volume de travail sur la croissance des secteurs, les rémunérations des travailleurs*
 - *Variation des investissements sectoriels et globaux (impact sur la productivité, la valeur ajoutée, les emplois)*
 - *Variation/hausse des dépenses fiscales/exonérations (impacts sur le volume de travail et les emplois dans les entreprises)*
 - *Variation du coût du travail (rémunérations, PS) sur le chômage, le maintien des emplois, etc.*

Aperçu sur les effets de transmission d'une crise à l'économie et aux emplois: *Crise COVID19*



Deux (2) modèles élaborés avec l'appui de l'OIT : RDC et Cameroun

- **Résultats/Livrables à partir des modèles, à ce jour:**

- ❖ 2 documents méthodologiques

- ❖ 1 rapport de simulation d'impacts du COVID sur l'emploi et le marché du travail en RDC

- ❖ 1 rapport de simulation d'impacts du COVID sur l'emploi et le marché du travail au Cameroun

- ❖ Prise en compte des extrants de la modélisation dans les plans nationaux de riposte socioéconomique anti COVI19

- MERCI